

DJIBOUTI

Situation et enjeux

Tableau 1 **2020**

Population (millions)	1,0
PIB, en milliards de dollars courants	3,4
PIB par habitant, en dollars courants	3425,5
Taux de pauvreté international (1,9 dollar) ^a	17,0
Taux de pauvreté sur la base du seuil fixé pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars) ^a	39,8
Taux de pauvreté national ^a	21,1
Indice de Gini ^a	41,6
Taux de scolarisation, primaire (% brut) ^b	73,8
Espérance de vie à la naissance, années ^b	66,6

Source : Indicateurs du développement dans le monde, Macro Poverty Outlook et données officielles.

Notes :

A) Valeur la plus récente (2017), PPA de 2011.

B) Valeur la plus récente des Indicateurs du développement dans le monde (2018).

L'économie djiboutienne a bien survécu à l'impact initial de la pandémie, en évitant une contraction. La production a enregistré une croissance de 0,5 % en 2020, tirée par des réexportations soutenues en zone franche et des exportations dynamiques de services de transport, de logistique et de télécommunications en direction et en provenance de l'Éthiopie au second semestre. Le taux d'extrême pauvreté a néanmoins légèrement progressé, pour atteindre 14,7 % en 2020. Les perspectives de croissance de Djibouti, bien que favorables, sont largement tributaires de la situation politique et économique en Éthiopie. Le prix élevé des denrées alimentaires au niveau mondial suscite des inquiétudes pour la sécurité alimentaire dans le pays.

Petit pays comptant moins d'un million d'habitants, Djibouti tire parti de son emplacement stratégique à l'entrée sud de la mer Rouge, le long de certaines des voies de navigation les plus fréquentées au monde. Djibouti joue également un rôle important dans la sécurité de la Corne de l'Afrique, étant donné qu'il héberge plusieurs bases militaires étrangères – notamment de la France, des États-Unis et de l'OTAN – accueillant des militaires qui contribuent à la lutte contre la piraterie. Le pays accueille également des réfugiés en provenance du Yémen et de la Somalie ainsi que des demandeurs d'asile originaires d'Éthiopie qui fuient les crises politiques et les catastrophes naturelles.

Au cours des dix dernières années, l'économie djiboutienne a enregistré une croissance rapide de plus de 6 % par an en moyenne. Cette croissance a été stimulée par des investissements extérieurs de grande envergure dans les infrastructures portuaires et de transport, qui visaient à tirer le meilleur parti de l'emplacement stratégique du pays et de son port en eau profonde, de manière à le positionner comme plaque tournante régionale pour le ravitaillement en carburant, le commerce et le transbordement. L'expansion économique de l'Éthiopie, son plus grand pays voisin sans littoral, a également contribué à la croissance de Djibouti en stimulant les activités commerciales et logistiques, surtout au travers des réexportations effectuées par des entreprises éthiopiennes dans les zones franches. Néanmoins, la stratégie de développement fondée sur d'importants investissements a pour inconvénient d'accroître la vulnérabilité du pays à l'endettement. La dette publique et la dette garantie par l'État de Djibouti ont grim-

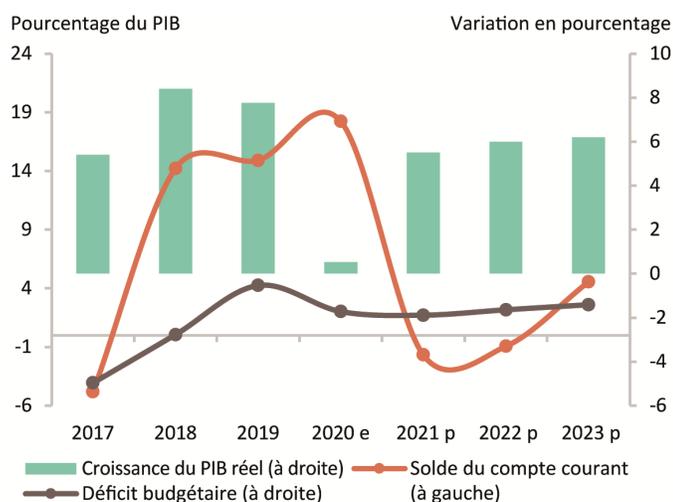
pé en flèche, passant de 37,5 % du PIB en 2010 à un pic d'environ 72 % en 2017. Le pays est considéré comme à haut risque de surendettement. Le fardeau du remboursement de ses dettes qui arriveront rapidement à échéance limite la marge de manœuvre budgétaire de l'État pour ce qui est des dépenses indispensables dans les secteurs sociaux. La croissance rapide de Djibouti lui a permis d'acquérir le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, mais la pauvreté, bien qu'elle recule dans l'ensemble, demeure un problème de taille. En raison de son climat aride, le secteur agricole djiboutien présente un très faible potentiel de création d'emplois et il peine à nourrir la population. En 2017, selon les estimations, 39 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars par jour) et 17 % des Djiboutiens vivaient dans l'extrême pauvreté (en dessous du seuil de pauvreté international fixé à 1,9 dollar par jour). La forte dépendance du pays vis-à-vis des importations de denrées alimentaires constitue pour lui un point de vulnérabilité majeur.

Évolution récente

Djibouti a relativement bien survécu à la crise de la COVID-19. Malgré une baisse significative, la croissance du PIB est demeurée positive à 0,5 % en 2020, alors que le redressement d'importants secteurs nationaux axés sur le marché (construction, commerce et énergie) et une forte activité économique en Éthiopie stimulaient les activités de réexportation ainsi que les services de transport et de logistique au deuxième semestre. L'inflation est restée faible à 1,8 % en 2020, contre 3,3 % en 2019.

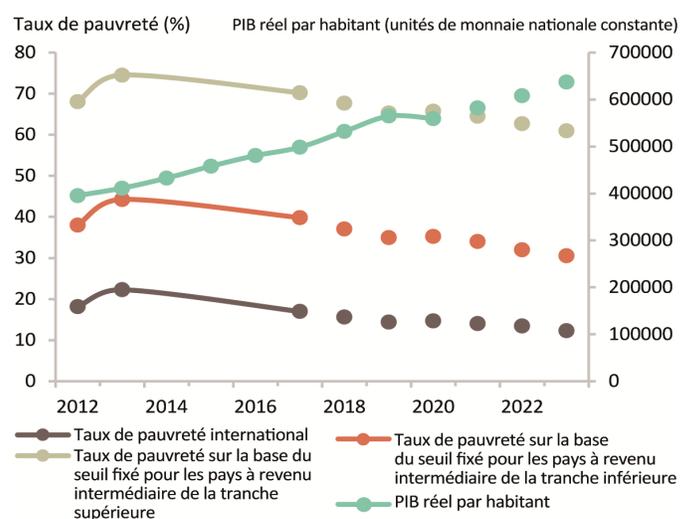
Le déficit budgétaire est passé de 0,5 % du PIB en 2019 à environ 1,7 % en 2020. La situation budgétaire s'est moins détériorée que prévu. Malgré

FIGURE 1 Djibouti / Croissance du PIB réel, soldes budgétaires et courant



Sources : État de Djibouti et projections des services de la Banque mondiale.

FIGURE 2 Djibouti / Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant



Sources : Banque mondiale. Notes : voir le tableau 2.

des recettes en baisse, la hausse des dépenses liées à la COVID-19 – l'embauche de médecins et d'autres soignants, la distribution de bons d'alimentation aux ménages vulnérables et l'apport d'une aide aux entreprises en difficulté – a été plus que compensée par les retards enregistrés dans l'exécution des projets d'investissement en cours et nouveaux. La participation à l'Initiative de suspension du service de la dette du G20 a également offert à Djibouti une précieuse marge de manœuvre budgétaire pour amortir les répercussions de la COVID-19. Le pays a enregistré une croissance des recettes au deuxième semestre de 2020, grâce à la perception d'importantes recettes douanières et de recettes générées par les impôts directs. La location de terrains utilisés comme bases militaires par des forces armées étrangères a également constitué une source stable de recettes non fiscales. Le déficit a été financé par des prêts concessionnels, ce qui a fait grimper la dette publique du pays à 70 % de son PIB en 2020, contre 66,9 % en 2019. L'excédent courant, qui couvre également les zones franches, a grimpé en flèche, à la faveur de la vigueur des exportations et de la contraction des importations, en particulier de biens d'équipement. De solides investissements étrangers directs, la Facilité de crédit rapide du FMI et d'autres appuis budgétaires aux décaissements ont permis d'accroître les réserves de 3,7 mois d'importations en 2019 à 4,6 mois en 2020, ce qui a donné lieu à un taux de couverture de la caisse d'émission de 105 %, un taux bien supérieur au minimum requis. Le secteur bancaire est resté stable et solide avec des liquidités abondantes et un ratio de solvabi-

lité de 14,2 % en septembre 2020, un ratio de prêts improductifs par rapport aux prêts bruts en baisse de plus de 2 points en comparaison de l'année précédente, et un taux de provisionnement des prêts improductifs de 78 %.

Le taux de pauvreté a augmenté modérément de 14,4 % en 2019 à 14,7 % en 2020 (seuil de pauvreté international). En juillet 2020, des enquêtes téléphoniques ont révélé que 19 % des soutiens de famille avaient perdu leur emploi, principalement en raison de la pandémie. Des enquêtes menées par la suite ont toutefois montré que l'emploi revenait peu à peu aux niveaux d'avant la pandémie. Ces enquêtes téléphoniques ont également révélé que, selon le barème d'évaluation de la sécurité alimentaire des ménages (Household Food Insecurity Access Scale), 12 % des ménages vivaient dans une grave insécurité alimentaire et 27 % dans une insécurité alimentaire modérée, les ménages plus pauvres faisant face à de plus grandes difficultés en la matière.

Perspectives

Les perspectives à moyen terme sont favorables. La croissance de la production devrait atteindre 5,5 % en 2021 et 6,1 % en moyenne en 2022 et 2023, alors que la relance du commerce mondial devrait stimuler les réexportations et la demande de services djiboutiens de transbordement, de logistique et de télécommunications. La reprise des projets d'infrastructure,

tels que la construction d'un chantier de réparation navale, devrait également favoriser la croissance non commerciale et créer des emplois, tout en renforçant encore l'avantage concurrentiel de Djibouti en tant que plaque tournante commerciale et logistique régionale à moyen terme. Le compte des transactions courantes passera probablement en déficit en 2021-2022, en réaction à une hausse marquée des importations de biens d'équipement pour les projets d'infrastructure. Le retour à l'équilibre budgétaire n'est pas prévu dans un futur proche, étant donné que les autorités ont récemment annoncé la prise de nouvelles mesures ciblées pour aider les entreprises et les ménages, dont la diminution de moitié du taux d'imposition forfaitaire minimum et des exonérations d'impôts pour les secteurs des TIC, des transports et du tourisme. Le déficit budgétaire devrait commencer à se réduire en 2023, pour autant que les mesures budgétaires liées à la COVID-19 soient arrivées à leur terme.

Les perspectives économiques sont très incertaines. Compte tenu de sa forte dépendance vis-à-vis du commerce, l'économie djiboutienne est vulnérable face aux fluctuations de la situation économique mondiale. En particulier, la détérioration potentielle de la situation économique et politique en Éthiopie aurait des répercussions considérables sur la croissance de Djibouti. Au vu de la dépendance du pays vis-à-vis des importations de denrées alimentaires, la stagnation des prix alimentaires à un niveau élevé à l'échelle mondiale est source d'inquiétude, tout comme ce fut le cas lors de la crise financière mondiale de 2008-2009.

TABLEAU 2 Djibouti / Indicateurs des perspectives de pauvreté au niveau macroéconomique

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2018	2019	2020 e	2021 p	2022 p	2023 p
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	8,4	7,8	0,5	5,5	6,0	6,2
Consommation privée	4,8	5,0	-5,0	4,9	4,9	4,9
Consommation des administrations publiques	1,9	-0,5	-2,1	-0,5	3,5	-2,3
Formation brute de capital fixe	-30,8	26,4	-37,2	3,9	2,9	12,1
Exportations, biens et services	10,3	12,9	7,5	5,5	6,0	6,0
Importations, biens et services	-15,3	13,9	-0,5	4,8	5,5	5,5
Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs	8,8	7,2	0,5	5,5	6,0	6,2
Agriculture	15,3	0,7	3,5	3,5	3,5	3,5
Industries	45,3	9,4	2,0	5,0	8,2	8,2
Services	3,0	6,8	0,1	5,6	5,5	5,8
Inflation (indice des prix à la consommation)	-0,1	3,3	1,8	2,0	2,0	2,0
Solde du compte courant (% du PIB)	14,2	14,9	18,2	-1,7	-0,9	4,5
Solde budgétaire (% du PIB)	-2,8	-0,5	-1,7	-1,9	-1,6	-1,4
Dette (en % du PIB)	69,9	66,9	70,0	67,7	64,5	62,1
Solde primaire (% du PIB)	-1,6	0,8	-0,4	-0,4	-0,1	-0,1
Taux de pauvreté international (1,9 dollar en PPA de 2011)^{a,b}	15,6	14,4	14,7	14,0	13,5	12,3
Taux de pauvreté sur la base du seuil fixé pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars en PPA de 2011)^{a,b}	37,1	35,0	35,3	34,0	32,0	30,5
Taux de pauvreté sur la base du seuil fixé pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (5,5 dollars en PPA de 2011)^{a,b}	67,7	65,3	65,8	64,5	62,7	61,0

Source : Banque mondiale, Pôles mondiaux d'expertise en Pauvreté et équité et Commerce et investissement.

Note : e = estimation, p = prévision.

a) Calculs basés sur l'EDAM 2017. Données réelles : 2017. Nowcast : 2018-2020. Les prévisions couvrent la période allant de 2021 à 2023.

b) Projection en ayant recours à la répartition neutre (2017) avec une répercussion des variations du taux de change = 0,7 sur la base d'un PIB par habitant en unités de monnaie nationale constante.